



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Réaménagement et réhabilitation thermique des bâtiments Stendhal F et H

N° du CCAP : 25TXM030

Université Grenoble Alpes
Direction générale déléguée patrimoine aménagement
et transition énergétique
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Réhabilitation thermique des bâtiment Stendhal F et H Domaine universitaire
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	12
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Intervenants	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	7
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	7
3.4 - Contrôle technique	7
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	8
3.6 Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 - Durée du marché	8
5.1 - Délai d'exécution des prestations	8
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	9
6 - Prix	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - Modalités de variation des prix	10
6.3 - Répartition des dépenses communes	11
7 - Garanties Financières	12
8 - Avance	12
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	12
8.2 - Garanties financières de l'avance	13
9 - Modalités de règlement des comptes	13
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement	13
9.3 - Délai global de paiement	14
9.4 - Paiement des cotraitants	14
9.5 - Paiement des sous-traitants	14
10 - Conditions d'exécution des prestations	15
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	15
10.2 - Implantation des ouvrages	15
10.3 - Préparation et coordination des travaux	15
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	15
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	16
10.3.3 - Registre de chantier	16
10.4 - Etudes d'exécution	17
10.5 - Installation et organisation du chantier	17
10.5.1 - Installation de chantier	17
10.5.2 - Signalisation de chantier	17
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	17
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier	17
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	17
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	17
11 - Développement durable	17
12 - Réception	18

12.1 - Réception des travaux	18
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception	18
12.1.2 - Réception partielle	18
12.1.3 - Epreuves concluantes	18
13 - Garantie des prestations	18
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	18
15 - Pénalités	18
15.1 - Pénalités de retard	18
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	19
15.3 - Autres pénalités spécifiques	19
En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 200 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis	21
16 - Assurances	21
17 - Résiliation du contrat	21
17.1 - Conditions de résiliation	21
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	21
18 - Clause de réexamen	22
19 - Règlement des litiges et langues	23
20 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Réaménagement et réhabilitation thermique des bâtiment Stendhal F et H Domaine universitaire

Lieu(x) d'exécution :

Bâtiment Stendhal F et H

1180 rue des universités

38400 Saint-martin-d'hères

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 12 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Désamiantage
2	Démolition gros oeuvre
3	Menuiserie extérieure bois/aluminium - store
4	Doublage - cloison - Plafond
5	Peinture intérieure
6	Menuiserie intérieure bois
7	Revêtement de sol souple
8	Carrelage - faïence
9	Chauffage - ventilation - Sanitaire
10	Électricité - courants forts - courants faibles
11	VDI
12	Intégration audiovisuel

Le présent contrat ne concerne pas le lot 11 “ VDI ” ni le lot 12 « Intégration audiovisuel ». Ces deux lots seront passés via un marché subséquent à leur accord-cadre respectif conclu en amont par l’Université Grenoble Alpes.

Le lot principal est le lot 2.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe relative à l'insertion sociale
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) spécifiques à chaque lot et le CCTP commun
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots
- Le mémoire technique remis par le titulaire de chacun des lots au titre de son offre, portant sur :
 - La note méthodologique technique du chantier
 - L'organisation des moyens humains affectés au chantier par corps d'état
 - Les mesures mises en place pour le suivi de la qualité des travaux
 - Les mesures environnementales dans le cadre de l'exécution des travaux
- Le tableau des surfaces
- Le dossier amiante
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Le diagnostic PEMD
- La notice acoustique
- La notice accessibilité
- Le PIC
- PGC
- DOE étanchéité
- Commission de sécurité
- ALEC Note_QAI_UGA_ 2018 05 v5
- Notice structure
- Notice HQE PRO
- Notice DOE v3
- Pièces graphique de la MOE (archi, BE CVC Fluides, BE Elec, BE structure)
- RICT
- RAATS

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

Nota : La DPGF n'est contractuelle que pour :

- Son prix global ;
- La décomposition des ouvrages nécessaires à l'établissement des situations de travaux et en ce qui concerne les prix unitaires d'ouvrages destinés à l'évaluation des travaux éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

- CHABAL Architectes Mandataire
8 rue Charles Testoud - 38000 GRENOBLE
- MINOS Group : Désamiantage
3 rue des Pins - 38 100 Grenoble
- SORAETEC : BET Structure
Le Rayon Vert - 2 rue de la Viscose - 38 130 Echirolles
- CET : BET Fluides
47 chemin de la Taillat - 38 240 Meylan
- EURL PE2C : Economiste

415c rue Paul Bert - 38 140 Izeaux
- CANOPEE : HQE
47 chemin de la Taillat - 38 240 Meylan
- EAI : Acoustique
22 rue Ludovic Bonin - 69 200 Venissieux
- H2MPC : VRD
Le Mollard - 38 700 Le Sapey en Chartreuse
- PROMAN : OPC
27 allée Albert Sylvestre - 73 000 Chambéry

La mission de maîtrise d'oeuvre confiée par le maître d'ouvrage est DIA + BASE + EXE.

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

PROMAN
27 allée Albert Sylvestre
73 000 Chambéry

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

CET
49 bld des Alpes
38240 Meylan

3.4 - Contrôle technique

Le nom et les coordonnées du contrôleur technique sont :

Bureau Véritas
M. Pierre SIBUE
Techniparc
395, rue Docteur Marmonnier
ZI de la Grande Ile
38190 VILLARD-BONNOT
pierre.sibue@bureauveritas.com

Les missions confiées au contrôleur technique sont :

- la mission L portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
- la mission LE portant sur la solidité des existants ;
- la mission S comprenant à minima la mission STI portant sur la sécurité des personnes dans les constructions pour un établissement relevant du Code du Travail complétée par la mission SEI portant sur la sécurité des personnes dans les constructions pour un établissement recevant du public si le bâtiment objet de l'intervention est ou sera classé ERP ;
- la mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- la mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
- la mission F relative au fonctionnement des installations ;
- la mission Pha relative à l'isolation acoustique des bâtiments autres qu'à usage d'habitation ;
- la mission Phe relative à la limitation du bruit dans les bâtiments d'enseignement ;
- la mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- la mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- la mission ATT HAND relative aux vérifications spécifiques et la délivrance de l'attestation constatant que les travaux soumis à permis de construire respectent les règles d'accessibilité aux personnes handicapées ;

- la mission VIEL relative à la vérification des installations électriques

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le nom et les coordonnées du SPS sont :

APAVE
M. Francisco ALEXANDRE
16 AVENUE DE GRUGLIASCO
38431 ECHIROLLES
francisco.alexandre@apave.com

3.6 Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'oeuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'oeuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'oeuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du marché

Le marché prend fin à la date de fin de la garantie de parfait achèvement ou à la date de fin de la garantie de bon fonctionnement si cette dernière dure plus longtemps.

5.1 - Délai d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 15 mois et deux semaines ; comprenant la période de préparation d'une durée de 2 mois.

La période de préparation débute à compter de l'émission d'un ordre de service ad hoc. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	Pluies cumulées supérieures ou égales à 80 mm d'eau	Journée
Neige	Neige cumulée supérieure ou égale à 100 mm de neige	Epaisseur constatée au matin 8h00 ou chute dans la journée
Températures	Température de référence égale à -3°C à 10h00 le matin	Au constat de température
Vent	Vent égal à 50km/h sur 2 heures ou 70km/h en rafales	Au constat de la vitesse du vent

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de St Martin d'Hères.

5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Calendrier prévisionnel d'exécution :

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

Calendrier détaillé d'exécution :

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots. Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur cinq jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Après acceptation par les titulaires de chacun des lots, il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou de la garantie biennale de bon fonctionnement. Ils comprennent toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages. Ils comprennent l'ensemble des éléments décrits au point 00-2-3 10 du CCTP commun.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'avril 2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
1	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$	Tous les prix
2	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT03 (n) / BT03 (o))$	Tous les prix
3	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT19bBT (n) / BT19b(o))$	Tous les prix
4	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT08 (n) / BT08 (o))$	Tous les prix
5	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT46 (n) / BT46 (o))$	Tous les prix
6	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT18a (n) / BT18a (o))$	Tous les prix
7	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT10 (n) / BT10 (o))$	Tous les prix
8	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT09 (n) / BT09 (o))$	Tous les prix
9	$C_n = 0.0\% + 100.0\% [(0.4 BT38 (n) / BT38 (o)) + (0.5 BT40 (n) / BT40 (o)) + (0.1 BT41 (n) / BT41 (o))]$	Tous les prix
10	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
1	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
2	BT03	Index du bâtiment - Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtements et plâtrerie) - Base 2010
3	BT 19b	Menuiserie extérieure en bois base 2010
4	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
5	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
6	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
7	BT10	Index du bâtiment - Revêtements en plastiques - Base 2010
8	BT09	Index du bâtiment - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010

9	BT38 BT40 BT41	Index du bâtiment - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010 Index du bâtiment - Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) - Base 2010 Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
10	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

6.3 - Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'investissement et d'entretien du chantier sont réputées rémunérées par les prix du contrat conclu par le titulaire concerné qui en supporte seul les frais :

Libellé	Lot
Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du Code de l'Urbanisme	2
Branchements provisoires d'égout	2
Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité	2
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code du travail	2
Installation d'éclairage et de signalisation	10
Installations communes de sécurité et d'hygiène	2
Installation des lift de chantier	2
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement	2
Frais de fermeture provisoire des ouvrages ou des bâtiments	2
Enlèvement et transport des déblais stockés jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Obligation de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux concernant les lots	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Nettoyage, réparation et remise en état des installations salies ou détériorées par le titulaire du lot	1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
Consommation d'eau, d'électricité
Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier
Chauffage du chantier
Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
Remise en état des espaces endommagés sur l'emplacement de la base vie.
Frais de nettoyage, réparation et remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés, lorsque l'auteur des dégradations et des détournements est inconnu ou lorsque la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal ; le lot principal est le lot 2) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot 2 jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. La garantie à première demande doit être signée électroniquement par l'établissement bancaire. A défaut, une version originale papier avec signature manuscrite devra être fournie. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour l'ensemble des lots.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille

d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

Le montant cumulé des décomptes mensuels ne pourra pas excéder 95% du montant de l'ensemble des prestations effectuées

En dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG travaux, le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de la levée de l'ensemble des réserves.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le titulaire transmet IMPERATIVEMENT ses demandes de paiement mensuelles au Maître d'œuvre par l'intermédiaire de la plateforme GESPRO, logiciel de gestion des acomptes mis gratuitement à disposition des entreprises pour cette opération.

Initialisation : Les DPGF seront mis en place sur la plateforme GESPRO à partir des documents marché par le prestataire GESPRO sur la base des éléments transmis par la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage, cette prestation n'est pas à la charge de l'entreprise.

Procédure : L'entreprise à chaque nouvel acompte mettra à jour son avancement sur la base de la DPGF GESPRO. En cas de corrections par le maître d'œuvre, l'entreprise en sera automatiquement avertie. Lorsque le pouvoir adjudicateur valide l'acompte sur GESPRO, il n'y aura pas lieu de déposer l'acompte sur la plateforme CHORUS. En revanche, les factures devront être déposées sous GESPRO en même temps que l'acompte de la situation correspondante.

Chaque situation ne devra pas comporter plus d'une facture pour le titulaire, plus d'une facture pour le co-traitant éventuel, plus d'une facture pour le sous-traitant éventuel.

Le titulaire doit :

- communiquer dès que possible tout changement éventuel de Siret et tout changement éventuel de compte bancaire différent de celui déclaré dans l'acte d'engagement ou dans le DC4
- dans les factures, bien s'assurer que le n° de compte bancaire indiqué est celui déclaré dans l'acte d'engagement ou dans le DC4
- bien s'assurer de faire figurer les mentions obligatoires sur chacune des factures, notamment le n° SIREN, et bien s'assurer de sa lisibilité sur la facture.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code du commerce.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

Plus particulièrement en cas de sous-traitance :

- le titulaire devra faire figurer sur chacune des factures de ses sous-traitants la mention 'bon pour paiement direct', avec tampon du titulaire et sa signature

□ sur la facture de chacun de ses sous-traitants pour chacune des situations, le titulaire devra s'assurer de l'indication 'auto-liquidation en application du 13° de l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code Général des Impôts' si l'option autoliquidation de la TVA a été retenue par le sous-traitant dans le DC4

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

Personnel d'encadrement affecté au chantier

Pour les lots 1 à 10, le titulaire s'engage sur l'intervention d'un personnel d'encadrement et de son suppléant nommément désignés. Si l'une des personnes nommées ne convient pas ou si celle-ci n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions suivantes :

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, le titulaire propose un remplaçant disposant de compétences équivalentes, dont il communique à l'acheteur le nom et le curriculum vitae dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré accepté si le Pouvoir Adjudicateur ne le récusé pas dans un délai de 15 jour calendaire à compter de la présentation écrite par le titulaire.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de plus de 3 remplaçants consécutifs par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le titulaire doit se référer aux stipulations des prescriptions générales.

Pour les vérifications et essais de matériaux et produits, le titulaire doit se référer aux prescriptions Générales.

10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter du début de ce délai.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier ;
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ; 21 jours avant le début des travaux.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Le permis feu (à remettre chaque réunion de chantier) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3.3 - Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

10.4 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Le repliement des installations de chantier incombe au titulaire du lot 2 « démolition -gros oeuvre »

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 00-4-4 du CCTP commun et ce dans les conditions définies à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Ces documents doivent être remis sous le format numérique suivant : Word et PDF pour les écrits et DWG et PDF pour les plans. L'ensemble doit également être accompagné de document papier en 2 exemplaires.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Pour les lots 1 à 10, l'entreprise titulaire du marché doit respecter la condition d'exécution qui l'engage à réaliser les heures d'insertion annuelles selon les modalités décrites en annexe 1 du CCAP. Le suivi de cette clause est réalisé par le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

L'entreprise titulaire doit respecter les engagements pris au titre de son offre.

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 5 avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

12.1.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

12.1.3 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Ils font également l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée de deux ans dont le point de départ est la date de réception des travaux.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités est plafonné à 20,0 % du montant hors taxes de l'ensemble du marché.

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur encourt en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, des pénalités journalières selon les modalités suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels :

- L'entreprise subira des pénalités applicables dès le premier jour de retard au regard de la

date fixée pour le début de l'intervention prévue tant au calendrier prévisionnel d'exécution qu'au calendrier détaillé de chaque phase de réalisation.

- Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par la personne chargée de la mission d'ordonnancement de pilotage et de coordination du chantier ou du maître d'œuvre.
- La répartition des retards constatés entre les différents corps d'état concernés est effectuée par le titulaire de la mission d'ordonnancement de pilotage et de coordination du chantier, en accord avec le maître d'œuvre et soumise au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de lever ces pénalités.

Pénalités de retard en phase chantier

Tout retard dans :

- La date de remise des plans d'atelier et de chantier, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, délais, etc... attendus pour validation par le maître d'œuvre et le contrôleur technique.
- La remise d'échantillons pour validation,
- La remise de procès-verbaux et fiches techniques des ouvrages,
- La réalisation du prototype ou de toute production de résultats d'essai demandé par la maîtrise d'œuvre ou le maître d'ouvrage sur le prototype
- La remise de PV d'autocontrôles établis par l'entreprise,
- **La date de début ou de fin d'intervention (jalons), dans l'avancement des prestations ou dans la livraison de l'opération ou d'une phase partielle de livraison,**
Peut donner lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité provisoire journalière fixée à **1/1000 ème** du montant hors taxes du marché, avec un minimum de **200 € par jour ouvré de retard.**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités pour non-respect des exigences d'un chantier à faibles nuisances

- En cas d'absence ou de mauvais nettoyage des lieux après son intervention, l'entrepreneur pourra se voir appliquer **une pénalité de 500 euros sans mise en demeure préalable** et le nettoyage correspondant pourra être exécuté à ses frais et risques par un autre intervenant. Si la responsabilité de l'absence de nettoyage ne pouvait être clairement établie par le maître d'œuvre, le nettoyage sera exécuté aux frais des entreprises intervenant sur le chantier lors de la survenance du problème, et calculé au prorata du montant de leurs marchés respectifs, selon les éléments établis par la maîtrise d'œuvre. Il est important que les entreprises signalent à la maîtrise d'œuvre d'éventuels problèmes concernant l'état de propreté des lieux sur lesquels ils sont amenés à intervenir.
- En cas d'infraction aux règles et obligations de tri des déchets, que ce soit par mauvais tri ou absence de tri par un corps d'état, ou par mauvaise gestion ou lacunes dans la gestion des dispositifs de tri à mettre en œuvre par le gestionnaire du compte prorata, **une pénalité de 500 euros sans mise en demeure préalable par infraction** pourra être appliquée à l'entreprise fautive, ou, si elle n'est pas identifiée, au gestionnaire

du compte prorata.

- En cas de non-respect des niveaux sonores maximaux réglementaires autorisés des engins et machines l'entrepreneur pourra se voir appliquer **une pénalité de 100 euros sans mise en demeure préalable par jour calendaire, sans mise en demeure préalable.**
- En cas de non communication de la charte de chantier propre aux divers intervenants sur le chantier l'entrepreneur pourra se voir appliquer **une pénalité de 150 euros par manquement constaté.**

Pénalités pour non-respect des règles d'organisation de chantier :

- En cas de non-respect des règles d'organisation de chantier et consignes et modalités d'intervention sur le site (stationnement et circulation, horaires de livraisons...) l'entrepreneur pourra se voir appliquer **une pénalité de 500 euros par infraction, sans mise en demeure préalable.**

En cas de retard dans l'évacuation des gravois et déchets hors du chantier, l'entrepreneur pourra se voir appliquer **une pénalité par jour calendaire de 150 euros, sans mise en demeure préalable.**

- En cas de dépose de matériel, matériaux, terres, gravois, déchets en dehors des zones prescrites, l'entrepreneur pourra se voir appliquer **une pénalité de 150 euros par jour calendaire et infraction constatée, sans mise en demeure préalable.**
- En cas de dégradation des voies publiques (salissures constatées par des dépôts de boue, débris, défoncé de la chaussée, etc.), l'entrepreneur pourra se voir appliquer **une pénalité de 300 euros par infraction, sans mise en demeure préalable.**
- En cas de défaut d'entretien et de maintenance des installations communes (sanitaires, aire de lavage des engins de chantier, ...), l'entrepreneur pourra se voir appliquer **une pénalité de 150 euros par jour calendaire et par infraction constatée.**
- Pour non-respect des règles d'hygiène et de sécurité : ...), l'entrepreneur pourra se voir appliquer **une pénalité de 200 euros par écart constaté, sans mise en demeure préalable.**

Pénalité pour non-respect du PGC :

- En cas de non-respect du PGCSPPS, le titulaire encourt **une pénalité fixée à 500 euros par infraction constatée** par l'OPC ou la maîtrise d'œuvre ou le CSPPS, sans mise en demeure préalable.

Pénalité pour non-respect d'un ou d'engagement(s) figurant dans le mémoire technique :

- Peut donner lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité provisoire journalière fixée à **1/1000ème** du montant hors taxes du marché, avec un minimum de **200 € par engagement non respecté.**

Pénalités pour non-respect des effectifs annoncés

- Peut donner lieu, sans mise en demeure préalable, à l'application d'une pénalité provisoire journalière fixée à **1/1000ème** du montant hors taxes du marché.

Pénalités pour absence aux réunions de chantier

- En complément de l'article 20 du CCAG, en cas d'absence non motivée ou de retard non excusé aux réunions de chantier, le maître d'ouvrage appliquera **une pénalité de 200 euros par absence ou retard constatés, sans mise en demeure préalable.**
- En cas d'absence non motivée ou de retard non excusé aux réunions de synthèse, l'entrepreneur convoqué ayant commis l'infraction pourra subir **une pénalité de 200 euros par absence ou retard constatés, sans mise en demeure préalable.**

Pénalités pour non-respect des délais de remise de documents

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés à l'article 10 du présent CCAP.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une retenue égale à 200 € par jour de retard est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance doit être remise annuellement par l'entreprise.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Le marché peut être résilié pour faute du titulaire à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de plus de 3 remplaçants consécutifs par le pouvoir adjudicateur.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Clause de réexamen

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; par dérogation à l'article 48.7.3 du CCAG Travaux, les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement. dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité

:

- soit de laisser la possibilité aux membres du groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
- soit de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Dérogations

- L'article 5.3 du CCAP déroge à l'article 18.1.4 du CCAG - Travaux
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 12.3.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.4 du CCAP déroge à l'article 29.1.5 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux